

Dossier :

Amérique latine Virage à gauche, mais pour aller où ?

Pages 9-16

ENTREGUES TUPA TR

Nos partenaires :

**Guinée : les droits syndicaux
bafoués**

Pages 18-19



Amérique latine

Virage à gauche, mais pour aller où ?

Ces dernières années, et plus particulièrement ces derniers mois, plusieurs élections législatives ou présidentielles en Amérique latine ont porté au pouvoir des partis et des hommes politiques, mais aussi une femme politique au Chili, dits « de gauche ». D'où la tendance de nombreux analystes de présenter l'ensemble du sous-continent sous un même angle de vue.

Mais ce « virage à gauche » est-il si tranché qu'il n'en a l'air ?

N'y a-t-il pas plutôt plusieurs virages qui se succèdent sur une route finalement moins rectiligne qu'il n'y paraît ? Chavez au Venezuela et Lula au Brésil partagent sans doute beaucoup de convictions communes. Peut-on dire pour autant qu'ils pilotent leur pays dans la même direction ?

Et que peut-il se passer dans les prochains croisements ?

Au cours d'un colloque organisé par la Commission internationale du MOC au mois de novembre dernier, nous avons rencontré plusieurs témoins qui ont apporté un éclairage plus profond sur les réalités du continent latino-américain. Sur les plans politiques, économiques et sociaux, les perspectives de chaque pays apparaissent bien différentes les unes des autres.

« Ici et là-bas » donne la parole à ces témoins dans ce dossier, afin de chercher à bien comprendre ce qui se déroule réellement sur les routes empruntées autrefois pas un certain Che.



Où en est l'Amérique latine ? D'où vient-elle et où va-t-elle ?



par Jean-Paul Marthoz,
Enjeux internationaux

Après la période noire des dictatures des décennies 60 et 70, les années 80 ont vu le retour des militaires dans leurs casernes et l'arrivée de civils aux gouvernements. Les années 90, elles, furent surtout marquées par des gouvernements de droite ou de centre droit, souvent attachés bon gré mal gré au « consensus néo-libéral de Washington ». Et puis soudain, depuis 1998, on a eu l'impression de voir la « chute des dominos » avec la remise en cause d'un modèle social et économique qui faisait figure d'Évangile.

Une vague de victoires électorales de partis qualifiés de gauche a gagné le continent : Chavez, Lagos, Lula, Bachelet et Vasquez, etc. La contestation s'est aussi révélée dans

L'analyse globale des évolutions politiques d'un continent est un pari périlleux... A plusieurs reprises, l'Amérique latine a connu des moments de convergences politique ou idéologique. Et la tentation a toujours été grande de tenter de discerner des mouvements de fonds pour l'ensemble du continent, au risque de gommer les différences très réelles entre pays et les nuances entre les idéologies apparemment cousines¹.

la rue via l'émergence des mouvements indigénistes et des mouvements sociaux plus traditionnels, qui ont réussi à renverser des gouvernements, incapables de résoudre les grands défis relevés plus haut.

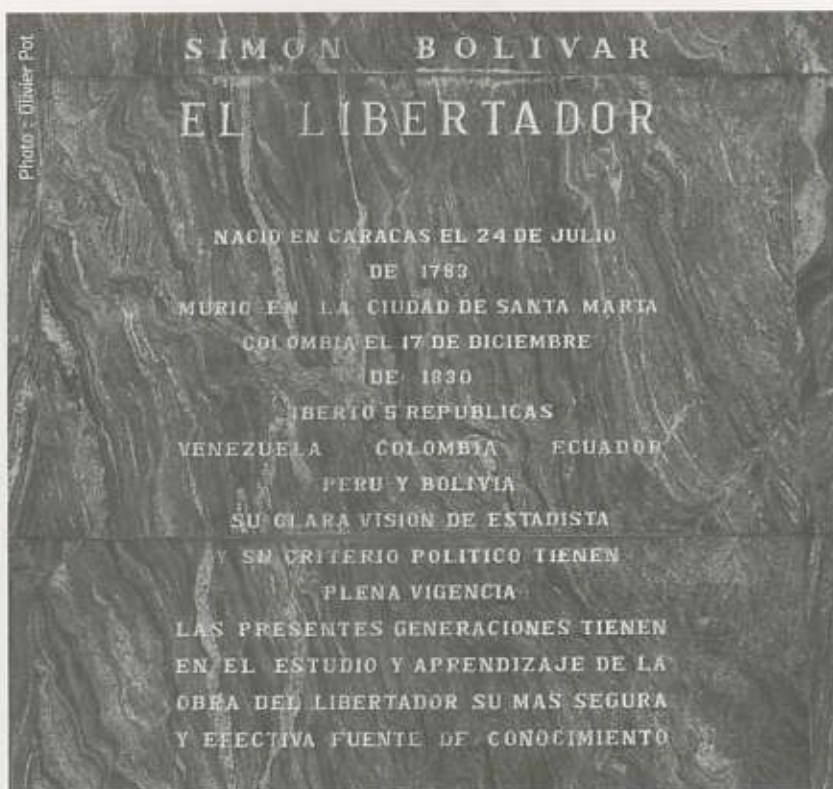
Cette poussée protestataire peut être interprétée de deux manières : soit, comme preuve de l'enracinement démocratique ; soit, à l'inverse, comme signe d'un désenchantement à l'égard de la démocratie, voire le signe avant-coureur de nouvelles tentations autoritaires ou militaristes. Deux rapports récents (du PNUD et de Flasco Chile) ont relevé la « vulnérabilité de la démocratie » dans la région. Le « latino-barometro » révèle une acceptation

croissante des régimes forts « si ceux-ci peuvent résoudre la crise économique ». C'est dire les défis énormes qui attendent les nouveaux gouvernements de gauche : en cas d'échec sur les questions cruciales de la délinquance et des inégalités, un retour du bâton autoritaire n'est pas à exclure.

Une ou deux gauches ?

La plupart des analystes sont d'accord sur une seule chose : les nouveaux gouvernements dits « de gauche » accordent une plus grande préoccupation aux questions sociales, à la lutte contre la pauvreté et marquent leur indépendance vis-à-vis de Washington. Toutefois, « les faits en disent

Chavez développe une stratégie continentale, bolivarienne...



¹ Texte extrait de l'intervention de Jean-Paul Marthoz au colloque sur l'Amérique latine organisé par le MOC en octobre dernier.

plus que les slogans » et certains gouvernements « de gauche » appliquent des principes libéraux parfois plus orthodoxes que leurs prédécesseurs ! « *Au lieu d'un virage à gauche, nous assistons à un déplacement laborieux, contradictoire et résigné de la gauche vers la droite !* », suggère même Julio Maria Sanguinetti, ancien président uruguayen.

Selon Jorge Castañeda, ancien ministre mexicain et intellectuel plutôt proche de l'establishment libéral américain, il y aurait deux manières de se situer à gauche en Amérique latine aujourd'hui ! D'un côté, une gauche « moderne, ouverte, réformatrice et internationaliste ». De l'autre, une gauche « issue du populisme latino-américain, nationaliste, stridente et à l'esprit fermé ». « *La première est consciente des erreurs passées et a changé. La seconde non.* » Selon cette « typologie », il y aurait donc une gauche « sérieuse » qui insiste sur la question sociale, mais en respectant le cadre orthodoxe de l'économie de marché (Brésil, Uruguay, Chili) et une autre gauche qui ne respecterait pas ces grands équilibres macro économiques (Venezuela, Bolivie, et dans une moindre mesure, Argentine). Les choses, toutefois, sont plus complexes que ce que cette dichotomie binaire implique. Les situations nationales et les définitions idéologiques s'entrecroisent.

Le chavisme ne doit pas seulement être interprété dans sa dimension sociale, qui est appuyée par pas mal de milieux de gauche en Amérique latine et en Europe, mais aussi dans sa signification politique. Il exprime un recul par rapport à la culture de l'Etat de droit, de l'indépendance des pouvoirs et du pluralisme qui avaient été acceptée par la majorité des courants de gauche, après les années noires des dictatures militaires.

Par contre, les politiques de « réformes graduelles » mises en place au Brésil ou en Uruguay, ne sont-elles pas trop lentes pour répondre aux défis sociaux de ces pays ? Le « gradualisme » est-il la seule politique possible ? Pour certains, la politique centriste de Lagos, Bachelet et Lula serait à terme plus efficace que celle de Chavez.

En fait, un regard plus posé révèle un fossé significatif entre la rhétorique anti libérale et la politique économique réelle. Attaquer

le FMI et la Banque mondiale fait partie de la norme polémique régionale, mais aucun dirigeant, pas même Chavez, n'envisage sérieusement de rejeter globalement les principes de base de l'économie keynésienne. La « nouvelle gauche » latino-américaine quand elle est au gouvernement apparaît plus proche du « modèle social européen » que du modèle cubain.

Le contexte américain

Dans le contexte américain « politique » mondial, le continent latino-américain a perdu de son importance stratégique. Alors que dans les années 80, la confrontation est-ouest avait trouvé des champs de bataille au Nicaragua, au Salvador et à Cuba, la tension est brusquement retombée au début des années 90, comme si l'Amérique latine sortait de l'écran du radar américain. Ce fut une période où le continent engrangea son processus démocratique et en même temps le « consensus de Washington ». La plupart des pays adoptèrent bon gré mal gré le système démocratique occidental. « Libéralisation, privatisation, modernisation » furent les maîtres mots de la décennie.

Démographiquement, les Etats-Unis s'hispanisent de plus en plus et accordent électoralement une attention croissante aux attentes des diasporas latinos dont les « remesas » (1) servent de couverture sociale à de nombreux pays ou régions du sous-continent.

Depuis les attentats du 11 septembre, le continent latino est encore retombé d'un cran dans les préoccupations états-uniennes qui ont mis leurs lunettes « antiterroristes ». Le défi stratégique représenté par l'Amérique latine provient davantage de l'extension du pouvoir des groupes mafieux, des organisations paramilitaires et des guérillas. L'accent placé par les EU sur les « menaces non traditionnelles » constitue par ailleurs un risque pour le renforcement des démocraties fragiles, en relégitimant le militarisme au détriment des institutions civiles.

Après certaines déclarations tapageuses suite à la première élection de Lula au Brésil, l'administration américaine a plutôt à se féliciter du comportement du Brésil et il a accueilli sans rictus les élections de



Trois présidents de « gauche »... à droite : Lula, Brésil - Bachelet, Chili - Chavez, Venezuela.

Michelle Bachelet et de Tabare Vasquez à Montevideo. Pour les Etats-Unis, il y a deux gauches en Amérique latine et seule la « castro-chaviste » suscite vraiment ses craintes. Le Venezuela est devenu un épouvantail et a été placé dans la ligne de mire. En raison de son discours radical, mais aussi de sa politique extérieure, l'appui de Chavez à Castro et sa volonté de recréer un front tiers-mondiste fondé sur l'argent du pétrole, sont un véritable chiffon rouge agité devant le nez du taureau américain. L'administration Bush a soutenu activement une opposition qui n'a pas hésité, en 2002 à participer ou à cautionner un coup d'Etat.

L'Europe et les autres puissances mondiales

L'Europe est la grande absente de la scène politique latino-américaine. Les chiffres sont parlants : l'Amérique latine représente 2 % du commerce total de l'Union européenne alors qu'elle enregistre près de 60 % de ses échanges avec les Etats-Unis. Le dialogue politique entre les deux continents est l'âme de la relation euro-latino-américain.

L'Union européenne n'a établi de tels échanges avec aucun autre bloc géographique. Au niveau diplomatique, Europe et Amérique latine se sont souvent alliés pour défendre le multilatéralisme. Par ailleurs, les montants consacrés par l'Europe à la coopération au développement en Amérique latine restent très élevés. En 2003, l'U.E. est le premier donateur d'aide officielle avec 42 % contre seulement 18 % venant des Etats-Unis.

Mais en réalité, il n'y a plus de projet commun euro-latino qui aurait visé à renforcer l'autonomie des relations extérieures des deux sous-continentes. Les priorités de la construction européenne se sont orientées